

Termes de référence Évaluation externe finale

Mise en place de groupes de vigilance environnementale sur les territoires et au niveau national pour une transition écologique et sociale en Haïti

Accord de coopération Pain Pour Le Monde L-HTI-2023-0224

I. Introduction

1) Présentation du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement

Le GAFE a le statut d'organisation non gouvernementale haïtienne. Il est enregistré auprès des ministères concernés depuis 2003.

Il milite depuis 20 ans en Haïti pour l'écocitoyenneté et la démocratie, promouvant une transition écologique et sociale et l'émancipation des territoires.

Dans son [plan stratégique 2023 – 2027](#), le GAFE définit sa stratégie d'intervention, basée sur l'éducation populaire à la citoyenneté.

Vision	Le GAFE contribue à la construction d'une société démocratique
Mission	Encourage l'engagement citoyen, individuel et collectif, pour la transition écologique et sociale au niveau des territoires
Objectifs	Contribuer à la construction d'une société civile inclusive et engagée Identifier, encourager et appuyer les hommes et les femmes mis-es en capacités de s'organiser et de prendre des initiatives citoyennes créatives, innovantes et audacieuses pour la valorisation de leur territoire
	Consolider le GAFE et coconstruire des synergies basées sur des valeurs communes
Axes	Révéler le sens critique et les responsabilités à porter par les citoyen-nes haïtien-nes Encourager le regroupement d'organisations de la société civile en Haïti, porteuses d'une éthique environnementale Contribuer à l'émancipation des territoires Coconstruire des synergies basées sur des valeurs communes, une connaissance solide et une réciprocité Consolider le GAFE Haïti

L'approche originale du GAFE est basée sur le triptyque « connaître – comprendre – agir ».

Pour le GAFE Haïti l'écocitoyenneté est indissociable de l'éducation. Il importe donc de poser les finalités éducatives. En ce sens, le GAFE Haïti s'inspire des travaux de John Dewey (que l'on connaît pour son approche pédagogique du learning by doing, apprendre en faisant) qui affirme que l'essence de l'éducation coïncide avec la démocratie. En d'autres mots, la démocratie est la finalité de l'éducation.

Le GAFE Haïti rejoint encore Lenoir pour qui, dans un Etat-nation, c'est la nation, le peuple dit autrement, qui est souverain. La nation étant constituée de citoyens, des êtres politiques. Lenoir souligne là le lien entre démocratie et citoyenneté.

Enfin, le GAFE Haïti inscrit sa pratique dans la ligne de pensée de la pédagogie critique de Paulo Freire pour qui il n'y a pas de conscientisation sans action. Un citoyen est un être conscient, qui pose des actions.

C'est ainsi que le GAFE Haïti propose sa définition de l'écocitoyenneté comme suit : un-e écocitoyen-ne est un être humain réflexif (qui réfléchit), doué-e d'une pensée critique (qui questionne le monde), porteur de valeurs humanistes, et agissant (qui pose des actions), dans les sphères privée et publique, pour la préservation des communs. Le/la citoyen-ne est un être éminemment politique. Cette position se rapproche de celle de Hansotte (2021) pour qui « La conquête de la citoyenneté s'appuie sur une prise de parole en tant qu'acte, laquelle dépasse la vie personnelle ou laborieuse pour investir l'espace public ». La spécificité de l'écocitoyenneté, inscrite dans son préfixe, tient à la dimension environnementale des actions et des prises de positions.

Méthodologie

Le GAFE base sa méthodologie sur la mise en mouvement des individus et des organisations. Seul le passage à l'action traduit la réelle prise de conscience.

Le GAFE produit des outils spécifiques tels que des jeux (ex : [NENCO](#)) et des publications thématiques (ex : [guide citoyen](#)).

2) Quelques repères

2023 – 2026 : [Consolider et renforcer les initiatives portées par des acteurs au niveau des territoires pour la transition écologique et sociale en Haïti](#)

2022 – 2026 : [Un engagement citoyen pour la transition écologique et sociale dans le Nord-Est](#)

2020 – 2023 : [Accompagner la construction et l'expression citoyennes de jeunes de six communes pour une transition écologique et sociale en Haïti](#)

2017 – 2020 : [Programme expérimental de gestion des déchets dans des écoles de Kenscoff](#)

2013 : [Création du centre d'initiatives communal de Kenscoff \(CICK\)](#)

2007-2008 : [Appui méthodologique au développement local de la commune de Kenscoff](#)

3) Espaces revendicatifs

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti

Depuis 2015 le GAFE anime le [mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba](#). Il regroupe 34 groupes locaux localisés principalement sur des territoires des départements de l'Ouest, des Nippes, de la Grande-Anse, de l'Artibonite, du Centre, du Nord et du Nord-Est.

5 Villages des alternatives pour le climat ont été organisés en Haïti (2015 et 2016 : Kenscoff ; 2017 : Cité-Soleil ; 2018 : Hinche / Bassin Zim ; 2022 : Belladère).

Alternatiba plaide pour le [bannissement total, définitif et inconditionnel des contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé](#) (Styrofoam).

Les groupes locaux Alternatiba portent le Pacte pour la Transition Ecologique et Sociale (PTES). Le PTES sert de boussole et d'outil d'éducation à la citoyenneté.

L'Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti

L'[Espace National d'organisations de la société civile revindicative en Haïti](#) est une coalition d'une cinquantaine d'organisations luttant pour un autre environnement et une société démocratique en Haïti. L'Espace a vocation à faire entendre leurs revendications à tous les niveaux, local, national comme international.

Ses missions :

- Donner aux plus vulnérables et aux « sans voix » un espace pour faire passer leurs revendications et propositions de changement au niveau local, régional et national;
- Faciliter la consultation entre les organisations sur tous les points en rapport avec leurs domaines d'intervention;
- Servir de liaison entre ses membres;
- Représenter un espace de dialogue avec les autres organisations, l'État et l'International.

Les organisations membres de l'Espace portent le Pacte pour la Transition Ecologique et Sociale (PTES).

4) Outil de revendication

Les prochaines élections, locales, législatives et nationales, se révèlent cruciales pour donner un nouveau cap à la politique haïtienne. Pour cela, les citoyen.ne.s et les organisations de la société civile (OSC) haïtienne doivent s'organiser et être force de propositions et d'alternatives. Le [Pacte pour la Transition Écologique et Sociale](#) vise en ce sens à inciter les citoyen.ne.s à exprimer leur citoyenneté et revendiquer la place qui leur revient dans les espaces publics.

Concrètement, le PTES regroupe un ensemble de mesures pour construire des territoires plus écologiques et plus justes. Celles-ci sont articulées autour de cinq axes qui représentent des chantiers majeurs:

1. Climat et biodiversité (mesures de limitation des émissions de gaz à effet de serre, protection des espèces et des écosystèmes naturels)
2. Justice sociale et solidarités (égalité femmes-hommes, soutien aux personnes les plus vulnérables : handicapés, orphelins, seniors)
3. Démocratie et citoyenneté (dispositif d'incitation pour la participation citoyenne dans la gestion du territoire)
4. Administration publique (assurer un service public non discriminant et de qualité)
5. Économie (l'économie circulaire, l'agriculture responsable et favoriser les circuits courts qui minimisent le transport entre le producteur et le consommateur)

Les mesures du PTES ont été proposées par 789 citoyen-nes rencontré-es lors de sept forums et trois ateliers citoyens animés par le GAFE entre 2019 et 2020.

Le PTES sera aux mains des citoyen-nes et des organisations de base à la fois un instrument de pression et un éventail de propositions solides pour l'implémentation d'une société haïtienne plus juste et plus respectueuse de l'environnement. Ainsi il sera proposé aux candidat-es afin qu'ils et elles puissent choisir ou non de s'engager à le respecter, et constituera une grille pour évaluer les élus au niveau local, régional ou national.

II. Description du projet

1) Contexte du projet

Situation politique

Les dernières élections ont eu lieu en 2016.

Haïti est une anomie ; les institutions et les services publics sont totalement dysfonctionnels.

En avril 2024, le pouvoir exécutif a été confié au Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Il est composé de neuf membres dont deux observateurs. Le mandat du CPT arrive à terme le 07 février 2026.

Alix Fils-Aimé a prêté serment le 11 novembre 2024 comme Premier Ministre. Il succède à Gary Conille, démis de ses fonctions par le CPT.

Situation sécuritaire

Le pays est coupé en trois : les départements du grand Nord (Nord-Ouest, Nord, Nord-Est, Artibonite et Centre), la zone métropolitaine (Ouest) et les départements du grand Sud (Ouest, Nippes, Grande-Anse, Sud, Sud-Est).

Depuis novembre 2024, l'aéroport international Toussaint Louverture est fermé. Les vols internationaux se font depuis le Cap-Haïtien.

Le service aérien des Nations-Unies offre des liaisons aériennes en hélicoptère pour les personnels humanitaires depuis Port-au-Prince à destination du Cap. Du Cap, des liaisons sont possibles vers Jérémie, Les Cayes et Jacmel.

En 2024 :

- **5 857 cas de violences basées sur le genre, dont 69 % d'agressions sexuelles**
- **5 600 personnes tuées (+20 % par rapport à 2023)**
- **1 500 kidnappings**
- **Augmentation de 70 % entre mi-2023 et mi-2024 du nombre d'enfants recrutés de force par les groupes armés**

Source : OCHA

Les gangs contrôlent 85% de la zone métropolitaine. Ils incendent les habitations et sèment la terreur, obligeant les résident-es à se déplacer.

Ils étendent leur emprise sur les départements de l'Artibonite (Petite-Rivière de l'Artibonite, Verrettes...) et du Centre (Mirebalais, Lascahobas...).

Ils maîtrisent les principaux axes routiers et rançonnent les transports de personnes et de marchandises.

Situation humanitaire

En décembre 2024, l'Office des Migrations Internationales (OIM) recensait 1 041 229 personnes déplacées internes en Haïti¹ qui représentaient 9% de la population haïtienne.

En 2024, près de 200 000 personnes ont été déportées vers Haïti par différents pays².

5,5 millions de personnes se trouveraient en insécurité alimentaire aiguë (+11 % par rapport à mars 2024).

9 497 cas suspects de choléra rapportés en 2024.

Le secteur de la santé est au bord de l'effondrement : seuls 27 % des structures sanitaires avec lits au niveau national et 41 % dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince sont pleinement fonctionnelles, 21 % des ménages n'ont accès qu'à une source d'eau non améliorée.

¹ <https://dtm.iom.int/fr/reports/haiti-rapport-sur-la-situation-de-deplacement-interne-en-haiti-round-9-decembre-2024>

² <https://dtm.iom.int/node/50381>

Situation socioéconomique

Dans les zones affectées par la violence, 959 écoles sont fermées affectant 163 000 élèves³.

En février 2025, l'inflation était à 28,40% selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique⁴. L'IHSI estime à -4,20% la croissance économique pour la période 2023-2024.

Pour fonctionner les entreprises doivent payer un droit de passage pour leurs marchandises quand elles ne ferment pas les portes faute de débouchés, d'énergie ou de ressources humaines.

Situation environnementale

Haïti est classée parmi les 4 pays les plus affectés par le changement climatique pour la période 1998-2018 selon l'indice mondial des risques climatiques. Plus de 96% de la population haïtienne est exposée aux aléas naturels. Haïti est classée en dernière position en Amérique Latine et Caraïbes et en 170^{ème} position sur 180 pays au niveau mondial en ce qui concerne l'IPE (Index de Performance de l'environnement).

Le dérèglement climatique est donc une menace extrêmement sérieuse pour le pays. La diminution de la pluviométrie et l'augmentation de la chaleur entraîneront une moindre productivité agricole, un accès plus difficile à l'eau potable, une plus forte prévalence des maladies liées au climat et une perte de la biodiversité. Les phénomènes climatiques extrêmes (sécheresse, pluies diluviennes) devraient être exacerbés dans les années à venir si rien n'est fait.

L'insécurité a un impact visible sur l'insalubrité et le déboisement. Les ordures prolifèrent jusqu'à obstruer la circulation et l'écoulement des eaux, provoquant des inondations. Les alternatives au charbon comme source d'énergie domestique sont devenues trop chères ou inaccessibles. Il en résulte une pression forte sur les ressources ligneuses qui coïncide avec l'appauvrissement des foyers déjà les plus vulnérables en milieu rural.

2) Phase précédente

Entre 2020 et 2023, le GAFE a accompagné 84 jeunes de six communes (Belladère, Mirebalais, Verrettes, Carrefour, Cité-Soleil et Kenscoff) et 20 adolescent-es de Kenscoff dans un parcours de construction et d'expression citoyennes pour une transition écologique et sociale en Haïti (Accord de coopération (L-HTI-2020-3116). Les 20 adolescent-es étaient scolarisés dans des écoles qui ont été impliquées dans un précédent projet financé par PPLM autour de l'éducation relative à l'environnement et la gestion des déchets (Accord de coopération L-HTI-2017-3156)

3) Description du projet

Justification

Le 17 novembre 2022, à l'occasion du forum mondial de l'OCDE sur le thème « [Instaurer la confiance et renforcer la démocratie: Préparer le terrain pour l'action gouvernementale](#) », l'accent a été mis sur l'importance de protéger l'espace civique et d'améliorer la représentation citoyenne au sein des instances délibératives démocratiques. Il n'y a pas qu'en Haïti que la démocratie est en danger. L'OCDE redoute la montée des autoronomies et des autoritarismes. Les causes sous-jacentes évoquées sont tout d'abord la corruption, le manque de représentativité des élu-es, l'influence des lobbies sur les politiques publiques, la désinformation, le manque d'espaces d'expression citoyenne, le manque d'éducation civique...

Le dérèglement climatique est un sujet hautement politique, qui requiert des politiques publiques

³ <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-apercu-des-contraintes-dacces-humanitaire-pour-les-mois-de-janvier-et-fevrier-2025>

⁴ <https://ihsi.gouv.ht/>

ambitieuses, à la hauteur des enjeux contemporains et futurs. Sans gouvernement légitime, sans élus locaux, sans institution fonctionnelle, il revient aux organisations de la société civile et aux citoyen-nes de se mobiliser et de s'organiser pour donner corps à un nouveau modèle de société à tous les niveaux. Il faut donc impérativement contribuer à cette construction citoyenne, base de la démocratie, par l'éducation populaire non formelle, surtout auprès des jeunes.

Objectif global

Sur les territoires d'intervention du projet, la transition écologique et sociale est promue par des acteurs de la société civile et par des décideurs politiques locaux.

Objectif du projet

Les groupes citoyens organisés font valoir avec succès leurs préoccupations dans le processus politique local et national pour une transition écologique et sociale.

Résultats

Résultat 1 : Un espace de revendication et de dialogue avec les autres organisations, l'État et l'International est constitué

Résultat 2 : 50 candidat-es sont aptes à porter valablement le PTES aux prochaines élections

Résultat 3 : Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti confirme son assise au sein du comité politique d'Alternatiba Monde

Résultat 4 : Six initiatives pour le climat et l'environnement sont mises en œuvre au niveau local et valorisées au niveau national

Parties prenantes

Jeunes impliqués dans le précédent projet

Groupes locaux Alternatiba

Membres de l'Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti

Pré-candidat-es

Plan de financement

Le projet est appuyé financièrement par Pain Pour Le Monde et le GAFE France.

III. L'évaluation

Justification de l'évaluation

L'évaluation externe finale était prévue dès le montage du projet et incluse dans le budget afin de répondre aux exigences de redevabilité du GAFE envers les bénéficiaires, les parties prenantes et les partenaires financiers. Le GAFE souhaite évaluer le projet L-HTI-2023-0224 afin de tirer des enseignements sur son approche et sa méthodologie.

L'évaluation couvre l'ensemble du projet mis en œuvre depuis novembre 2023 et qui prendra fin en octobre 2026. Elle portera également une attention particulière sur les jeunes, parmi les 84 jeunes concernés par le projet L-HTI-2020-3116, qui sont impliqués dans le projet à évaluer.

Destinataires de l'évaluation

Les destinataires de l'évaluation sont le GAFE, le GAFE France et Pain Pour Le Monde. Les recommandations seront partagées avec les parties prenantes. Les conclusions et recommandations seront prises en compte dans les projets futurs du GAFE.

Attentes et objectifs du GAFE

L'objectif de l'évaluation est de mesurer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats escomptés et de formuler des recommandations stratégiques et pratiques issues des leçons apprises du projet. De façon spécifique il s'agira de :

Montrer dans quelle mesure la formulation du projet et l'approche utilisée sont pertinentes pour la satisfaction des besoins identifiés ;

Examiner les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;

Apprécier la qualité de collaboration avec les acteurs clefs /partenaires du projet ;

Apprécier les facteurs qui ont affecté de façon positive et négative l'atteinte de résultats ;

Apprécier la durabilité des résultats escomptés.

Au niveau des attentes, en plus des plans méthodologique et opérationnel, l'évaluation devrait aussi analyser la stratégie tant pour la réflexion interne du GAFE que pour la réorientation si une suite au projet devait être donnée.

Critères de l'évaluation

L'évaluation sera basée sur les critères préconisés par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La pertinence :

- Les objectifs du projet correspondent-ils aux besoins des groupes cibles et aux stratégies des partenaires locaux et financiers ?
- Quels sont les points forts et faibles au niveau de la conception et préparation du projet ?
- La logique d'intervention du projet est-elle adaptée au contexte et à ses évolutions ?
- Les indicateurs du projet sont-ils pertinents ? Permettent-ils d'évaluer correctement le projet ?
- Quel rôle jouent les femmes et les thèmes qui les concernent spécifiquement au sein du projet / au sein des groupes ?

La cohérence :

- En quoi le projet est-il cohérent avec les politiques publiques locales et nationales en faveur de l'engagement citoyen notamment des jeunes et la transition écologique ?
- En quoi le projet est cohérent avec le plan stratégique du GAFE et les autres projets mis en œuvre par le GAFE ?
- En quoi le projet est complémentaire avec les projets portés par d'autres acteurs de la société civile haïtienne sur l'engagement citoyen et la transition écologique et sociale ?

L'efficacité :

- L'objectif du projet est-il atteint ?
- Quels sont les effets générés par le projet, notamment sur les jeunes ?
- Quels facteurs internes ou externes ont facilité ou entravé l'atteinte des objectifs ?
- Le projet et ses résultats ont-ils contribué à réduire la problématique ayant justifié la mise en place du projet ?
- Comment les groupes évaluent-ils leur mise en réseau ?

- Quelles sont les suggestions des groupes pour le perfectionnement du projet ?

L'efficience :

- Dans quelle mesure les ressources investies dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont-elles été utilisées de manière optimale au regard des résultats atteints ?
- Comment est évaluée l'efficience du système de financement des initiatives ?
- Quelles auraient pu être les approches alternatives qui auraient amélioré l'efficience des différentes activités mises en œuvre ?

L'impact :

- Quels succès les groupes ont-ils pu obtenir et dans quelle mesure les attribuent-ils au projet ?
- Quels sont les changements observés ? Quels sont les changements de comportements ?
- Quels sont les principaux impacts du projet (synergies avec d'autres acteurs, impact sur l'environnement, conflits, récupération politique du PTES...) ?
- Quelles sont les forces et les faiblesses qui caractérisent les groupes ?
- Les participants font-ils état d'effets négatifs et, si oui, lesquels ?
- Quelles auraient pu être les approches alternatives qui auraient amélioré l'impact positif du projet et réduit l'impact négatif ?
- Quel effet le projet a-t-il eu sur l'égalité des sexes ?

La pérennité :

- Comment les groupes sont-ils organisés en interne ? Selon quels critères démocratiques fonctionnent-ils ?
- Comment les groupes cibles se sont appropriés la logique d'intervention et les outils tels que le PTES ?
- Quelles sont les conditions de pérennisation du dispositif de soutien financier et technique des initiatives ?
- Dans quelle mesure les groupes décentralisés agissent-ils de manière autonome ?
- Quelle a été l'appropriation des outils d'accompagnement administratif, technique et financier par les bénéficiaires de subvention ?
- Dans quelles mesures l'approche et la méthodologie sont-elles duplifiables ?
- A quels éléments spécifiques tient la durabilité environnementale du projet ?
- Dans quelle mesure les changements positifs générés par le projet continueront-ils à l'avenir ?

Une attention devra en particulier être portée :

- A la qualité des relations entre le GAFE et les groupes cibles afin de bien en identifier les forces et les faiblesses ;
- Aux modalités de gestion du projet (outils internes) et à la formulation de recommandations ;
- A la mise en exergue des points forts et de points faibles du projet et à la formulation de

recommandations.

Méthodologie

La méthodologie devra être proposée dans l'offre de consultance. Il sera fait recours à des méthodes quantitatives et qualitatives.

Néanmoins des entretiens sont à prévoir avec les parties prenantes et des partenaires (organisations partenaires, groupes cibles, d'autres organisations, organismes gouvernementaux, etc.). Une mission de terrain sera programmée (tenant compte des conditions sécuritaires). Des entretiens virtuels et des enquêtes seront réalisés auprès des groupes cibles.

Les méthodes doivent tenir compte des normes du CAD de l'OCDE et différentes méthodes et perspectives de différents groupes d'acteurs doivent être utilisées pour répondre aux questions d'évaluation.

En tenant compte des éléments ci-dessus, il est demandé à l'équipe d'évaluation d'inclure dans son offre de services des propositions détaillées en ce qui concerne la méthodologie qu'elle se propose de mettre en œuvre (étapes de l'évaluation, acteurs consultés, réunions et restitutions, méthodologie de collecte et d'analyse d'informations, documents produits). Elle proposera également, dans son offre de services, la répartition du nombre de jours de travail aux différentes phases de l'évaluation (et éventuellement entre chaque consultant si une équipe de consultant-es est proposée). Si une équipe de consultant-es est proposée, leurs expériences de collaboration préalables et la coordination envisagée pour l'évaluation ainsi que leur complémentarité au regard du travail demandé devront être précisées.

Les consultant-es devront par ailleurs apporter un regard sur les facteurs exogènes ayant favorisé ou constitué des obstacles au projet, notamment le contexte politique, social, économique, sécuritaire et sanitaire spécifique à Haïti et plus précisément aux zones d'intervention du projet.

Rôles et responsabilités du GAFE

Le GAFE met en lien l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes. Il transmet les documents utiles à l'évaluation. Il facilite l'organisation des rencontres et des échanges (virtuels et réels) sans y participer afin de garantir la parfaite indépendance de l'équipe d'évaluation. Il prend en charge les coûts des ateliers.

Rôles et responsabilités de l'équipe d'évaluation

L'équipe d'évaluation est responsable de la conception, du rapport initial, de la réalisation de la collecte, du traitement et de l'analyse des données, de la rédaction du rapport provisoire et final avec les documents utiles en annexes et d'une synthèse de 3 pages maximum avec les principaux résultats de l'évaluation et recommandations ainsi que de la restitution finale.

Le rapport d'évaluation est rédigé en français.

Profil recherché

L'évaluation finale sera effectuée par une équipe d'évaluation mixte composée d'un-e consultant-e international-e et d'un-e consultant-e haïtien-ne.

L'expertise recherchée vise les éléments suivants :

- Une très bonne connaissance du contexte haïtien ;
- De fortes compétences et expériences significatives en évaluation de projets (au moins cinq ans dans l'évaluation de projets internationaux) ;
- Une excellente maîtrise du français (écrit et parlé) et idéalement du créole ;
- Une formation en développement territorial, écologie, environnement ou en sciences humaines ou politique.

Budget disponible

Ce budget intègre :

- Les frais de mission de l'équipe d'évaluation dans le cadre de la réalisation de la prestation (train, taxi, vols internationaux, per diem, hébergements, frais de visa...) ;
- Les honoraires ;
- Un forfait pour d'éventuels frais divers et les frais de communication.

Il est demandé à l'équipe d'évaluation de faire une proposition budgétaire détaillée TTC, en tenant compte de ces éléments, en intégrant la répartition proposée du nombre de jours travaillés aux différentes phases de l'évaluation, en lien avec la méthodologie proposée.

Calendrier

Echéances	Etapes
Décembre 2025	Publication de l'appel d'offres
Janvier 2026	Entretiens individuels éventuels avec les candidat-es
Janvier 2026	Sélection de l'équipe d'évaluation
Janvier 2026	Réunion de précadrage
Janvier 2026	Signature du contrat
Janvier - février 2026	Programmation de l'évaluation
Février - mars 2026	Collecte de données : consultation de la documentation, ateliers, visites de terrain...)
Mars 2026	Rapport provisoire
Mars 2026	Soumission du rapport final
Mars 2026	Validation du rapport final
Avril 2026	Restitution finale

Modalités de candidature

Les dossiers de candidature sont composés :

- d'un CV des expert-es ;
- le cas échéant d'une présentation de la société ou de l'organisation dont il ou elle dépend ;
- d'une proposition technique décrivant notamment la compréhension des termes de référence, de la démarche méthodologique proposée pour atteindre les objectifs, d'un chronogramme indicatif;
- d'un devis détaillé. Le devis de la prestation ne pourra dépasser le montant total de 20 000 euros TTC pour l'ensemble de l'évaluation. Les coûts non prévus sont à la charge de l'équipe d'évaluation.

Les propositions sont transmises **au plus tard le 16 janvier 2026**. Les dossiers seront adressés par courriel à l'adresse suivante : contact@gafe-haiti.org.

Les évaluateurs qui ont participé à la planification et/ou à la mise en œuvre du projet à évaluer ou qui par d'autres raisons ne sont pas exempts de conflits d'intérêts sont exclus de la soumission des offres.